

# Creating a New Dynamic for Public-Private Partnerships for Peaceful and Sustainable Development: Human Security and Equitable Access to Resources

Through Public-Private Partnerships (PPPs) private companies can develop access to markets and invest at lower risk in transition or fragile economies, including post-war societies. In these cases, PPPs can make essential contributions to the provision of public goods and services (such as public security, access to clean water, education, or transportation).

There are currently no internationally accepted guidelines on the governance of PPPs, nor on the inclusion of considerations for sustainable and equitable development and security in PPP agreements.

The United Nations Institute for Disarmament Research (UNIDIR), the United Nations Economic Commission for Europe (UNECE) and the University of Geneva's *Laboratoire de recherches sociales et politiques appliquées* (RESOP) are working together to examine this timely issue. Their joint research project examines whether, and under what conditions, criteria for sustainable development, security and equity can be incorporated into the conception of PPPs.

This project will elaborate guidelines on how PPP agreements can take sustainable development, security and equity into consideration. Field studies in four countries will evaluate selected PPPs and assess the feasibility of benchmarking.

For more information, please contact:

**Olivier Brenninkmeijer**

Researcher

Tel.: +41 (0)22 917 15 83

Fax: +41 (0)22 917 01 76

obrennkmeijer@unog.ch

**UNIDIR**

United Nations Institute  
for Disarmament Research  
Palais des Nations A.522  
1211 Geneva 10  
Switzerland

# Créer une nouvelle dynamique pour des partenariats entre le public et le privé pour un développement durable et pacifique : la sécurité humaine et un accès équitable aux ressources

Grâce à des partenariats avec le public, les sociétés privées peuvent avoir accès à de nouveaux marchés tout en minimisant leurs risques dans des pays fragiles ou en transition économique, y compris dans des régions qui sortent d'un conflit. Dans de telles situations, les partenariats entre le public et le privé peuvent jouer un rôle déterminant sur les biens et services publics (comme la sécurité publique, l'accès à l'eau potable, l'éducation ou les transports).

Il n'existe pour l'heure aucune ligne directrice internationalement reconnue pour l'élaboration d'accords de partenariats entre le public et le privé leur permettant d'incorporer des considérations sur la sécurité et le développement durable et équitable.

L'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et le Laboratoire de recherches sociales et politiques appliquées (RESOP) de l'Université de Genève travaillent ensemble sur cette question d'actualité. Ce projet commun tente de voir dans quelles conditions des critères de développement durable, de sécurité et d'équité pourraient être inclus dans la conception des partenariats entre le public et le privé.

Ce projet définira des lignes directrices sur la façon dont de tels accords de partenariat pourraient prendre en compte la sécurité, l'équité et le développement durable. Des études sur le terrain réalisées dans quatre pays tenteront de voir dans quelle mesure les partenariats entre le public et le privé peuvent incorporer ces différents critères.

Pour plus d'informations, veuillez vous adresser à :

**Olivier Brenninkmeijer**

Chercheur

Tél.: +41 (0)22 917 15 83

Fax: +41 (0)22 917 01 76

obrenninkmeijer@unog.ch

**UNIDIR**  
Institut des Nations Unies  
pour la recherche sur le désarmement  
Palais des Nations A.522  
1211 Genève 10  
Suisse